

«La Suisse doit protester contre les écoutes»

Par Xavier Alonso avec ATS, 29.10.2013 13, Tribune de Genève

Les élus fédéraux sont unanimes. La Suisse doit réagir contre les écoutes menées par les Américains à Genève; un espionnage qui met à mal selon eux la sécurité, la neutralité et la stabilité du pays.

La réputation de la Suisse est en danger!

Thomas Hurter (UDC/SH) et vice-président de la commission de sécurité: «La réputation de la Suisse est en danger! Notre rôle dans le discours des Nations tient à notre stabilité, neutralité et sécurité. Ces révélations remettent en cause notre position. Nous ne devons pas céder à la nervosité, mais une appréciation fine et des explications détaillées du chef du renseignement et du Conseil fédéral sur ce qui a déjà été entrepris et sera mis en place dans le futur doit être débattu avec les élus des commissions compétentes. La loi sur le renseignement, par exemple, est en cours d'examen. Nous devons prendre en considération ces nouveaux éléments avant de prendre des décisions.»

La fâcherie est bien réelle. Les élus fédéraux parlent de rupture de confiance, de méthodes inamicales entre vieux partenaires ou d'impérialisme malvenu. En résumé, disent de concert les parlementaires de gauche comme de droite, la Suisse doit réagir aux écoutes menées par les services de renseignements américains à Genève.

Et pour la plupart des élus interrogés, c'est aussi la crédibilité de la Genève Internationale qui est en jeu. «La réputation de la Suisse est en danger! Notre rôle dans le discours des Nations tient à notre stabilité, neutralité et sécurité», avance l'UDC schaffhouseois Thomas Hurter.

Le vice-président de la commission de sécurité est rejoint dans son propos par le socialiste genevois Carlo Sommaruga: «Les différentes organisations présentes à Genève attendent une protestation et des mesures claires de la part du Conseil fédéral. Il en va de la réputation diplomatique de la Genève Internationale.»

Suspendre FACTA

L'UDC, elle, hausse encore davantage le ton et propose de suspendre l'application de l'accord FATCA, qui obligera les banques suisses à transmettre dès mi-2014 aux Etats-Unis des données sur leurs clients américains. Le mieux, selon Hannes Germann, serait une action coordonnée avec les Etats européens qui ont aussi cédé aux exigences américaines dans le dossier. Mais la Suisse ne devrait pas à tout prix attendre l'Union européenne pour agir.

La question de l'attitude à adopter face aux Etats-Unis divise même au sein des partis. Si le président du PLR Philipp Müller estime que la Suisse doit réagir de manière coordonnée avec les autres Etats concernés par les écoutes, il n'entend pas lier cette affaire avec la question bancaire.

Confiance rompue

La conseillère nationale Sylvie Perrinjaquet (PLR/NE) fait une autre analyse: «Cette affaire remet en cause notre fonctionnement politique. Nous avons discuté avec les Etats-Unis de manière fair-play. Lors des prochains débats et négociations, nous devons nous interroger si les dés ne sont pas pipés, s'ils ne détiennent pas déjà les informations qu'ils demandent ou les points importants de la stratégie du Conseil fédéral.»

De toute évidence, le dossier des écoutes menées par les services de renseignements américains à Genève aura une influence sur la teneur des prochaines discussions avec les Etats-Unis sur les questions fiscales entre les deux pays. Car, aucun parlementaire n' imagine que les grandes oreilles américaines ont servi uniquement à la lutte antiterroriste.

La réciprocité...

Même le socialiste genevois Carlo Sommaruga en convient: «On peut être critique à l'égard des grandes banques, des entreprises pharmaceutiques suisses comme je le suis, mais il est inadmissible que les Etats-Unis nous espionnent au bénéfice de leur propre économie. La transparence demande la réciprocité. Ce n'est manifestement pas le cas!»